

Une table ronde sur soixante-dix ans d'histoire de l'économie du développement à la Sorbonne¹

avec Wladimir Andreff, Rabah Arezki, Rémi Bazillier, Jean-Claude Berthélemy, Natalia Cantor-Vargas, Lisa Chauvet, Morgan Hull Brousmiche, Jean-Pierre Laffargue, Loukas Sfountouris, Henri-Bernard Solignac Lecomte, Juliette Séban, Josselin Thuillez, Michel Vernières

Cette table-ronde est dédiée à la mémoire de notre collègue Christian Morrisson qui a joué un rôle majeur dans la modernisation et l'amélioration de la qualité scientifique de l'économie du développement à la Sorbonne durant près de trente ans (1972-1999)

Lisa Chauvet, animatrice de la séance. Merci à tous d'assister à cette séance qui porte sur les mutations de l'économie du développement. Jean-Claude Berthélemy et Jean-Pierre Laffargue se sont occupés de convier des anciens enseignants-chercheurs, mais aussi des anciens étudiants à la fois du Master et du Doctorat. Je vais leur donner la parole. Mais auparavant je vais dire un petit mot. Je suis passée par cette formation. J'ai fait la Maîtrise d'économie du développement à Paris 1. J'ai fait un mémoire de M1² avec Chantal Bernard, une expérience qui m'a beaucoup marquée. J'ai aussi été marquée par nombre d'entre vous que je revois aujourd'hui et que je n'avais pas vu depuis peut-être 20 ans : Wladimir Andreff qui donnait le cours sur la transition, André Hervier qui donnait le cours de microéconomie, Ahmet Insel aussi... Je suis assez émue de revoir tous ces enseignants qui m'ont donné le goût de l'économie et du développement.

Vont intervenir successivement : Jean-Claude Berthélemy, Henri-Bernard Solignac Lecomte, ancien étudiant du Master qui a fait son Doctorat avec Christian Morrisson, Jean-Pierre Laffargue, Rabah Arezki ancien étudiant du Master, Juliette Séban qui a fait son Doctorat avec Jean-Claude, Josselin Thuillez et Rémi Bazillier qui ont par la suite dirigé notre groupe de recherche et le Master et ont aussi fait leurs Doctorats avec Jean-Claude.

Avant de passer la parole à Jean-Claude je vais le présenter brièvement. Il a été professeur à Paris 1 pendant une trentaine d'années, il est passé aussi par le CEPII³ qu'il a dirigé et le Centre de développement de l'OCDE. Il a formé des générations d'économistes du développement. Il a été très impliqué dans la vie de l'UFR⁴ et dans celle de l'axe développement de Paris 1.

Jean-Claude Berthélemy. Je vais parler de l'économie du développement dans un sens un petit peu étroit, c'est-à-dire de l'héritage de Gaston Leduc. Je ne vais pas parler du Jubilé de Paris 1, mais du Jubilé de platine de l'économie du développement à la Sorbonne. Gaston Leduc a joué un rôle fondateur dans celle-ci. Il a été professeur dans les Facultés de droit et de sciences économiques à partir de 1930. Il a accompli beaucoup de mission de recherche et d'enseignement au Brésil dans les années 1930. Il a enseigné à l'Université du Caire au début de la Seconde Guerre mondiale et s'est engagé dans les Forces françaises libres en 1941. De 1942 à 1945, il a été conseiller pour les affaires financières et économiques de la Délégation générale de la France libre,

¹ Cette table-ronde reprend les principales interventions du séminaire du Jubilé de l'Ecole d'économie de la Sorbonne du 27 juin 2022.

² Un Master dure deux années qui seront notées par la suite M1 et M2. La première année était autrefois appelée Maîtrise et la seconde année Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA).

³ Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales est un service du Premier ministre créé en 1978, membre du réseau coordonné par France Stratégie. Le CEPII est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Il a connu par la suite parmi ses Directeurs deux autres professeurs de Paris 1, Lionel Fontagné et Agnès Bénassy.

⁴ Unité de formation et de recherche, équivalent à un *department* dans les universités anglo-saxonnes. L'UFR 02, de sciences économiques de l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), est devenue l'Ecole d'économie de la Sorbonne en janvier 2017.

nommé par le Général de Gaulle. Il a été élu professeur à la Faculté de droit de Paris en 1947. En tant que nouveau venu, connaissant bien le Liban, on lui a attribué le cours d'économie et de législation coloniale. En 1952 à un Congrès qui était alors important, celui des économistes de langue française, il a présenté une communication qui définit l'économie du développement et qui s'est révélé d'une grande profondeur à la lumière de ce qui s'est passé ensuite. Il a créé le Centre d'études du développement, qui est l'ancêtre de notre groupe, vers 1956 quand il s'est vu attribuer une salle de cours spacieuse à la Faculté de droit et de sciences économiques, place du Panthéon, et ensuite une deuxième salle qui était plutôt une bibliothèque, adjointe à la première. Cela lui a permis de créer une formation en économie du développement qui a pris de l'ampleur. Cette formation est devenue le DEA d'économie du développement quand les DEA ont été institués, en 1974. Les formations actuelles sont les héritières de ce DEA. J'ai été l'un des derniers étudiants de Gaston Leduc dans ce DEA et son enseignement m'a beaucoup marqué. Un autre enseignement qui m'a aussi beaucoup marqué a été celui que donnait déjà à cette époque Christian Morrisson qui succéda à Gaston Leduc en 1978.

C'était un DEA qui fonctionnait bien, avec beaucoup d'étudiants, avec bien sûr parmi eux une forte proportion d'étudiants provenant de pays en voie de développement, notamment d'Afrique. Il a formé des générations d'étudiants de ces pays dont certains ont occupé ensuite des positions importantes. Gaston Leduc, en fait un globe-trotter, a joué un rôle important direct de conseil dans les politiques de ces pays, par exemple lors de rencontres régulières avec Félix Houphouët-Boigny, premier Président de la Côte d'Ivoire et l'une des figures les plus marquantes de la période des indépendances en Afrique, au-delà même du monde francophone. Il a aussi beaucoup circulé en Extrême Orient. Ses relations internationales et sa connaissance globale du monde en développement avaient des retombées positives pour le DEA. Ainsi j'ai eu la chance d'avoir Celso Furtado comme professeur. Christian Morrisson, qui a démarré sa carrière de professeur à Tunis, de 1967 à 1971, avant de rejoindre l'Université de Paris 1, poursuivra cette ouverture internationale. Ainsi, il rapatriera François Bourguignon du Canada. Il invitera Nick Stern, Bela Balassa, Mustapha Nabli (qui sera plus tard gouverneur de la Banque centrale de la Tunisie) et bien d'autres pour enseigner dans le DEA. L'ouverture d'esprit dont ont fait preuve Gaston Leduc et Christian Morrisson, tant du point de vue des approches intellectuelles que des origines géographiques des intervenants, était et est restée comme une marque distinctive de notre formation, contribuant beaucoup à sa richesse. Elhocine Benissad, professeur à la Faculté des sciences économiques d'Alger et Abdeljabbar Bsaies, professeur à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis méritent une mention spéciale. Ils furent invités par Christian Morrisson pendant de nombreuses années, le premier pour enseigner le cours d'analyse des projets et le second celui d'économie de l'éducation. Ils participèrent à de nombreux jurys de thèse et facilitèrent des interactions très positives entre nos trois institutions.

L'ouverture sur le plan thématique à des collègues d'autres champs de l'économie s'est traduite par des liens avec le DEA d'économie des ressources humaines et des politiques sociales. Michel Vernières et Chantal Bernard, puis Chantal Bernard seule, eurent la charge du cours de méthodes d'analyse de l'emploi dans les économies en développement pendant de nombreuses années. Chantal était une spécialiste du travail informel et avait été longtemps en poste à l'Université d'Alger. Elle eut une grande influence sur nos étudiants et dirigea d'excellentes thèses. C'est aussi ici l'occasion de citer le cours d'économie agricole et développement que Jean-Marc Bousard, directeur de recherche à l'Institut national de recherche agronomique, assura dans le DEA durant de nombreuses années, à l'invitation de Christian Morrisson. Jean-Marc dirigea d'excellentes thèses et fut membre de nombreux jurys.

Christian Morrisson a apporté plusieurs éléments nouveaux importants au DEA. Il a insisté sur l'importance du quantitatif. Avec lui on ne pouvait plus faire une thèse sans inclure un minimum de données et de leur traitement statistique, ce qui était relativement nouveau. Il a apporté son

domaine de compétences, les inégalités et la pauvreté. Gaston Leduc était un libéral mais n'était pas totalement un adepte du laissez-faire en matière de développement, comme il l'a bien montré dans son article fondateur de 1952, et il comprenait la nécessité d'interventions de l'Etat. Mais il croyait beaucoup aux idées d'Arthur Lewis, dont il a préfacé l'édition française de sa théorie de la croissance économique. Christian Morisson s'inscrivait dans cette lignée, mais par ses travaux sur les inégalités et plus tard sur les conséquences sociales et la faisabilité politique de l'ajustement structurel il pouvait en partie se rattacher à ce qu'on a appelé le courant réformiste, s'attachant à montrer la nécessité de politiques de lutte contre la pauvreté.

C'est quand Christian Morisson était directeur du DEA que celui-ci et le Centre d'études du développement ont quitté ses deux belles salles de la place du Panthéon pour s'installer avec tous les autres économistes de l'université dans les locaux de la Maison des sciences économiques⁵, en 1997. Nous avons alors perdu notre documentaliste Muriel Albert, qui fut affectée partiellement à des tâches administratives dans le laboratoire TEAM qui nous avait absorbés et autrement à la bibliothèque du rez-de-chaussée de la MSE. Muriel Albert avait joué un rôle fondamental auprès des étudiants de DEA et en thèse. Il faut se rappeler qu'à l'époque l'internet et Google n'existaient pas et que la recherche de documentation était beaucoup plus complexe qu'aujourd'hui. L'aide de Muriel, une experte en documentation, était donc indispensable. Mais sa disponibilité et ses qualités humaines l'avaient aussi rendue extrêmement populaire auprès des étudiants. Elle joua un rôle important dans la création d'une association d'anciens élèves qui connut un grand succès durant plusieurs années (avec la publication d'un annuaire, un prix annuel de thèse ou de mémoire, etc.), mais qui s'avéra hélas éphémère.

Jean-Pierre Laffargue a succédé à Christian. Jean-Pierre a apporté ses compétences de macro-économiste et d'économètre, ce qui a permis des progrès notables de notre groupe dans ces directions. Six ans plus tard, en 2005, je lui ai succédé. La période était alors compliquée à cause des fusions imposées à la fois par l'Université, le Ministère et le CNRS. Le Centre d'études du développement a fusionné avec d'autres laboratoires pour former TEAM. Ce mouvement a été suivi par d'autres fusions pour aboutir à un grand laboratoire, le Centre d'économie de la Sorbonne⁶ qui est celui qui rassemble maintenant la plus grande partie des économistes de l'Ecole d'économie de la Sorbonne. Parallèlement, le DEA a été amené à fusionner avec celui d'économie internationale. Cela faisait sens jusqu'au début des années 2000 compte tenu de l'importance accordée en économie du développement aux questions d'ouverture internationale et de financement international du développement. Par la suite la divergence thématique de nos deux champs ne justifiait plus ce rapprochement ce qui a conduit à une séparation progressive de nos deux programmes de Master qui sera achevée dans les années 2010. L'absorption d'une partie du CES dans l'Ecole d'économie de Paris et celle de l'ex-DEA d'économie internationale dans son Master généraliste ont aussi constitué de nouveaux chocs auxquels il a fallu s'adapter. La période où ces changements ont été effectués a été difficile pour nous, en particulier parce que nous étions très peu nombreux. Mais nos efforts pour continuer à faire vivre et évoluer scientifiquement l'économie du développement à Paris 1 se sont révélés payants à la longue. Nous devons notre succès en partie aux acquis de notre assise internationale, développée par Gaston Leduc, Christian Morisson et Jean-Pierre Laffargue. Nous avons continué à investir dans cette ouverture internationale afin de nous ajuster au plus près aux évolutions récentes de la discipline. Cela nous a conduits à faire de plus en plus de micro-économie et de micro-économétrie. Nous avons moins mis l'accent sur les questions de croissance et attaché plus d'importance à d'autres dimensions de la

⁵ La Maison des sciences économiques (MSE) rassemble tous les enseignants et les chercheurs de l'Ecole d'économie de la Sorbonne et du Centre d'économie de la Sorbonne, ainsi que leurs étudiants en M2 et en thèse.

⁶ Le Centre d'Economie de la Sorbonne (CES) est une unité de recherche du CNRS et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui comprend plusieurs départements, dont un d'Economie du Développement Durable (*Sustainable Development Economics Group*) qui regroupe les enseignants et les étudiants en développement.

pauvreté. Je peux rappeler que Gaston Leduc dans son article de 1952 écrivait déjà que s'il allait aborder principalement des thèmes relevant de l'économie, il convenait de ne pas oublier que le développement n'est pas qu'un problème économique, mais concernait aussi la santé, l'éducation, etc... L'héritage de Gaston Leduc reste ainsi d'actualité. Aujourd'hui nous sommes devenus un groupe beaucoup plus important et créateur de recherche que ce dont nous étions partis, et beaucoup moins fragile institutionnellement.

Lisa Chauvet. Nous enchaînons par la présentation d'Henri-Bernard Solignac Lecomte, qui, quelques années après avoir soutenu sa thèse, a intégré l'OCDE où il travaille depuis 20 ou 25 ans.

Henri-Bernard Solignac Lecomte. J'ai été étudiant du DEA économie internationale - économie du développement durant l'année universitaire 1989-90. J'ai bénéficié ensuite d'une bourse pour effectuer une thèse que j'ai soutenue trois ans plus tard, au début 1994. J'ai pu ainsi travailler avec Jean-Claude, Jean-Pierre Laffargue, Chantal Bernard et Elhocine Benissad, qui furent tous membres de mon jury de soutenance. Je suis heureux de revoir dans ce séminaire Michel Vernières qui fut aussi mon professeur.

Je vais développer deux thèmes sur mon expérience de l'époque et sur ce que l'économie du développement est devenue aujourd'hui. Dans les années 1980-90 les réflexions portaient beaucoup sur les privatisations, la transition vers l'économie de marché avec une mise en parallèle des transformations des économies du centre et de l'est de l'Europe et celles du tiers-monde. Elles concernaient aussi la Nouvelle économie des institutions, dont relevait mon mémoire de DEA sur le marché du travail au Sénégal. Après ma thèse je suis entré au Centre de développement de l'OCDE où Christian Morrisson avait besoin d'un assistant de recherche pour son travail sur le secteur informel. Quand cette tâche a été terminée je suis parti en Angleterre et aux Pays-Bas. Ensuite je suis revenu à l'OCDE pour travailler sur un projet très important initié par Jean-Claude Berthélemy sur les perspectives économiques en Afrique, qui a connu 17 éditions annuelles en partenariat avec la Banque africaine de développement. Actuellement je m'occupe de la communication de l'OCDE sur les questions de développement.

Les thèmes d'études ont beaucoup changé depuis ma soutenance de thèse. D'abord on a assisté à une fausse fin de l'histoire avec la chute du mur de Berlin, une vision universaliste du développement comme reflet du fonctionnement du premier monde, les objectifs du développement durable et leurs ancêtres les objectifs du millénaire et enfin l'émergence de la Chine. Jean-Claude a été l'un des premiers économistes à parler dans les années 1990 d'une émergence de l'Afrique, avant que cette idée prenne tout son sens au cours des 10 ou 15 premières années de ce siècle. Même si on assiste aujourd'hui, hélas, à un retour de l'histoire, l'abandon du concept de tiers-monde semble irréversible. Cela est une grande différence avec la façon dont on regardait les choses quand j'ai commencé le DEA. En fait, de nos jours, à l'OCDE, on n'est plus très sûr de savoir ce que signifie exactement le concept de développement. S'agit-il du développement durable, avec la prise de conscience d'une dimension environnementale, inclut-il la question des inégalités, etc. Les pays d'Afrique, notamment, font une critique de plus en plus sévère du concept d'aide au développement, dans lequel ils voient une forme de néo-colonialisme. Ainsi, le Président Macron a demandé à l'Agence française de développement⁷ de changer de nom. En fait on ne sait plus trop quoi faire du concept de développement : les catégories auxquelles on était habitué ne sont plus de mise aujourd'hui.

⁷ L'Agence française de développement (AFD), est une institution financière publique qui met en œuvre la politique de développement de la France, agit pour combattre la pauvreté et favoriser le développement durable. Présente en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique Latine, dans la Caraïbe et l'Outre-mer, cet établissement public finance et accompagne des projets qui améliorent les conditions de vie des populations, soutiennent la croissance économique et protègent la planète

Quand j'étais étudiant il y avait beaucoup de connections entre le DEA, le Magistère d'économie⁸ et l'OCDE. Ainsi une de mes collègues de l'OCDE, Isabelle Joumard, a fait le Magistère, Sébastien Dessus est resté des années au Centre de développement de l'OCDE puis s'est engagé dans une longue carrière à la Banque mondiale, Céline Kauffman est Chef de division à l'OCDE. Ces liens se sont aujourd'hui un peu distendus. En termes de postes l'OCDE ne recherche pas aujourd'hui tellement de Français (mais a continué à recruter des étudiants étrangers issus de notre formation) mais il y a certains liens à réactiver dont je serai ravi de parler avec vous, par exemple sur des filières de stage, des formes de partenariat, des consultations, etc.

Lisa Chauvet. Merci beaucoup Henri-Bernard pour ta communication très intéressante. Ta proposition de la fin n'est pas tombée dans l'oreille d'une sourde. Il faudra aussi que nous revenions aujourd'hui et plus tard sur les discussions du concept de développement, et l'impact de l'universalité des Objectifs de développement durable (ODD) pour les politiques de développement. On peut en effet s'interroger sur l'influence de l'universalité des ODD sur l'allocation des ressources financières aux pays les plus pauvres. Je passe la parole à Jean-Pierre Laffargue qui a passé 40 ans comme professeur à Paris 1 et qui a dirigé le DEA de 1999 à 2005.

Jean-Pierre Laffargue. J'ai commencé à enseigner dans le DEA d'économie du développement, qui était alors dirigé par Christian Morisson, en septembre 1983, juste après mon élection à Paris 1. J'ai assumé un rôle croissant dans la gestion administrative, pédagogique et scientifique du diplôme, sous la direction de Christian, jusqu'en septembre 1999. J'en suis alors devenu le directeur jusqu'en septembre 2005.

Jusqu'à la fin des années soixante-dix une majorité d'économistes du développement dans le monde entier pensaient que leur champ disciplinaire devait se développer indépendamment du reste de la science économique. On peut citer l'école de la CEPAL, puis les écoles structuralistes et néo-structuralistes provenant largement de l'Amérique Latine, dont Celso Furtado avait porté la parole dans notre DEA, mais aussi ce que certains collègues ont appelé alors l'école française du développement, qui se voulait par ailleurs plus ouverte sur les autres sciences sociales, et qui était représentée par l'IEDES dans notre université. En simplifiant, ou même en caricaturant, l'idée prévalait dans ces écoles que les résidents des pays en développement obéissaient à des règles coutumières plutôt qu'à une rationalité économique. Par exemple, le bas taux d'épargne des ménages était expliqué par leur insouciance, leur goût à participer aux fêtes traditionnelles, et non pas, comme il me semblait alors, par le fait que les instruments d'épargne n'existaient pas ou inspiraient peu confiance, ou bien que l'accès au crédit était difficile. D'où il convenait de substituer dans les modèles des ratios *ad hoc* à des comportements dérivés d'optimisation. De plus, l'économie dominante du développement justifiait le remplacement des fonctions de production par des coefficients techniques fixes par le fait que les technologies modernes utilisées par les pays en développement étaient simplement importées des pays riches, et que leurs coefficients techniques avaient été choisis pour être optimaux pour ces pays pour ensuite simplement s'imposer aux pays pauvres. On avait ainsi une interprétation de l'économie d'un pays en développement comme étant très rigide, avec une absence d'effets de substitutions, ce qui conduisait à recommander une politique industrielle centralisée, des échanges extérieurs limités et administrés, et un rôle réduit pour le marché.

Ce point de vue a été de plus en plus critiqué depuis la moitié des années soixante-dix. Le retour à une analyse fondée sur la rationalité économique des pauvres, introduit par Theodore Schultz, co-récipiendaire avec Arthur Lewis du prix Nobel d'économie en 1979, a marqué un tournant

⁸ Créé en 1985, le Magistère d'économie de l'Université de Paris 1 forme au sein de l'université des étudiants du niveau des grandes écoles ou des meilleures universités étrangères. Il permet à ses étudiants de bénéficier d'une formation comparable au cursus des *Graduate Schools* des grandes universités américaines, qui échappe à la trop forte spécialisation, souvent caractéristique des filières universitaires françaises, et évite le cloisonnement entre économie et méthodes quantitatives.

disciplinaire, aussi bien par l'introduction de fondements micro-économiques dans la théorie du développement, que par le rôle attribué au capital humain et par le rééquilibrage sectoriel des modèles de développement au profit de l'agriculture. Parallèlement, les politiques protectionnistes et l'industrialisation par substitution aux importations prônées par les structuralistes ont été de plus en plus critiquées, notamment dans une série de monographies empiriques rédigées dans le cadre de projets dirigés par Jagdish Bhagwati et Ann Krueger à la fin des années 1970. Ces études concluaient en recommandant notamment l'ouverture des économies des pays pauvres au marché international, comme ce qu'avaient fait les quatre petits dragons d'Asie et qu'avait commencé à faire la Chine quand je suis arrivé à Paris 1.

Cela encouragea Christian Morisson et moi-même à nous placer dans une perspective de mondialisation, ce qui contribua à la fusion des DEA d'économie internationale et d'économie du développement, à laquelle se joignit plus tard le DEA d'économie de la transition. Je peux en profiter pour remercier André Hervier, alors directeur de l'UFR, pour avoir créé et m'avoir confié un cours de mondialisation en licence.

Ces évolutions doctrinales ont eu pour corolaire des évolutions méthodologiques et ont renforcé l'idée qu'il n'existait pas une économie du développement coupée du reste de notre discipline Ceci conduisit notre équipe pédagogique à nous rapprocher d'autres DEA d'économie, et à encourager nos étudiants à choisir librement des cours dans ceux-ci. Nous avons aussi introduit des cours généralistes d'économétrie, de macroéconomie ouverte et de modélisation appliquée, ce dernier ayant permis à certains de nos étudiants de se former aux modèles d'équilibre général calculable, très en vogue à l'époque.

Durant toutes les années où j'enseignais dans le DEA les méthodes pédagogiques changèrent beaucoup (à l'image de ce qui se passa dans les autres DEA d'économie de Paris 1). Il fallut d'abord inciter les étudiants à lire les articles en anglais dans les grandes revues internationales. Cela fut particulièrement cruel à l'égard des étudiants originaires d'Afrique francophone qui, après s'être donnés beaucoup de mal pour bien maîtriser le français, découvraient que leurs efforts avaient été tout à fait insuffisants. On introduisit les séminaires de travaux pour aider les étudiants à préparer leurs mémoires et leurs thèses en bénéficiant de discussions engageant l'ensemble des enseignants et des étudiants. Ce ne fut pas toujours simple au début d'attirer tous les étudiants à la discussion de la recherche d'un de leurs camarades, puis progressivement les étudiants devinrent plus solidaires entre eux. Quelques cours en anglais donnés par des professeurs invités furent introduits (on eut ainsi un cours d'Ann Harrison, maintenant doyenne de la *Haas School of Business* de l'Université de Californie à Berkeley et la deuxième femme à diriger cette grande école de commerce, un cours de John Strauss de *Michigan State University*, l'un des pionniers dans les années 1980 des modèles de ménages agricoles développés à la suite des travaux fondateurs de Schultz, etc.). Les mémoires devinrent beaucoup plus courts pour ressembler à des articles de revue et non à des compilations d'une vaste littérature. L'idée qu'une thèse devait être constituée de trois chapitres représentant autant d'articles s'imposa progressivement. Puis, avec la complicité de Madame Elsa André, la responsable administrative des thèses dans l'UFR de sciences économiques, qu'on ne saurait jamais trop remercier, le chapitre 3 put être écrit en anglais, puis les trois chapitres sauf l'introduction, etc. Bref, on mondialisa progressivement le DEA, en le faisant ressembler à ce qui existait dans les bonnes universités étrangères, par exemple Louvain-la-Neuve où je me rendais assez souvent.

Le DEA et ses unités d'accueil avaient développé des relations d'échange d'étudiants avec l'ENSAE⁹, et des journées ou séminaires communs avec le CEPPII, le DIAL¹⁰, le CERDI¹¹, mais

⁹ L'ENSAE est la grande école d'ingénieur de référence en économie et sociologie quantitatives, statistique, finance et actuariat. Ses liens avec notre DEA ont été noués précocement grâce à Christian Morisson qui y enseignait l'histoire économique dans les années 1970.

aussi des échanges d'enseignants et d'étudiants avec des universités étrangères du monde francophone : Tunis, Sousse, Alger, Saint-Joseph et Kaslik au Liban, et plus tard avec des universités d'Amérique Latine grâce aux initiatives enthousiastes de notre collègue Guillermo Hillcoat, qui avait une grande connaissance de cette région du monde et enseignait le cours d'intégration économique régionale.

Intervention de **Wladimir Andreff**. J'ai apprécié les interventions qui ont eu lieu, particulièrement celles qui constatent qu'à une certaine époque, dans l'analyse économique, il y a eu une convergence entre les analyses des économistes qui étudiaient le développement et celles des économistes dits de la transition. Par exemple j'ai, avec des économistes de la transition de mon équipe, été appelé pour des consultations dans des pays en voie de développement. Ainsi, j'ai fait des missions de 1987 à 1991 en Algérie, en 1991 au Vietnam, etc. Pourquoi ? Parce que beaucoup de pays en voie de développement avaient choisi le modèle des industries industrialisantes ou le modèle structuraliste qui pouvait intégrer le précédent, ou le modèle Cepaliste de substitution d'importations, qui étaient très différents des approches incarnées par Gaston Leduc, Christian Morisson ou Jean-Claude Berthélemy.

J'ai passé 12 ans à Grenoble où on ne pouvait pas ignorer l'approche très hétérodoxe de Gérard **Destanne** de Bernis. C'est parce que j'avais commencé à critiquer le modèle des industries industrialisantes que j'ai été appelé comme consultant en Algérie et au Vietnam, dont les dirigeants avaient conscience qu'il fallait changer leurs institutions économiques.

Jean-Claude Berthélemy. Il ne faut pas se tromper sur Gaston Leduc. Dans son article de 1952 il était parfaitement au fait des idées structuralistes. Il avait fait des missions au Brésil dans les années 1930 et connaissait donc bien les thèses de la CEPAL et structuralistes. Il ne récusait pas ces approches, mais il récusait les thèses planificatrices qui en découlaient, pour des raisons pragmatiques. Ses convictions en la matière précédaient les débats sur les préconisations des structuralistes¹². S'appuyant sur les connaissances tirées de son expérience du terrain, il avait la conviction qu'un Etat omniscient ne pouvait pas exister, et qu'il fallait donc mobiliser l'initiative privée pour accompagner le développement, tout en sachant qu'il fallait aussi de la coordination, de la protection des industries dans l'enfance, etc. Il n'y avait pas un véritable divorce entre Gaston Leduc et les autres protagonistes des années 1950 et 1960, plutôt une différence de point de vue méthodologique sur comment résoudre les problèmes.

Deux questions de **Rémi Bazillier**. Initialement le DEA d'économie du développement n'était pas dans l'UFR 02 de sciences économiques. Comment s'est faite son intégration ? Quelles étaient les discussions entre notre groupe et l'IEDES ?

Jean-Claude Berthélemy. Quand j'étais étudiant dans le DEA j'étais étudiant dans l'UFR 07 appartenant à la famille des juristes. Cette appartenance avait permis à Gaston Leduc d'avoir dans les bâtiments de la Faculté de droit, place du Panthéon, des conditions matérielles très favorables. Cela lui a permis aussi d'échapper au caractère conflictuel des relations dans l'UFR 02 à certaines époques. Le transfert du DEA à l'UFR 02 s'est fait quand Christian Morisson, qui était d'une autre génération que Gaston Leduc, était directeur. Il s'est effectué avant que nous nous rassemblions tous à la Maison des sciences économiques¹³ en 1997.

¹⁰ Le DIAL (Développement, Institutions et Mondialisation) est une unité mixte de l'IRD (voir note 15) spécialisée en développement, qui réunit des universitaires et des chercheurs de l'IRD et de divers instituts de recherche.

¹¹ Le Centre d'études et de recherches sur le développement international, créé en 1976, est une unité mixte de recherche entre le CNRS et l'Université Clermont Auvergne, dédiée à l'économie du développement.

¹² Il a ainsi traduit en français en 1938 dans la Revue d'économie politique l'article de Ludwig Von Mises sur « Les équations de l'économie mathématique et le problème du calcul économique en régime socialiste ».

¹³ La Maison des sciences économiques (MSE) rassemble tous les enseignants et les chercheurs de l'Ecole d'économie de la Sorbonne et du Centre d'économie de la Sorbonne, ainsi que leurs étudiants en M2 et en thèse.

Les relations avec l'IEDES, du moins avec ses économistes, ont été marquées par une entente cordiale, à défaut d'une convergence idéologique. A titre d'anecdote, mon mémoire de DEA, qui portait sur l'histoire économique de l'Afrique occidentale française dans la période précédant la décolonisation, a beaucoup reposé sur des travaux de l'IEDES de la fin des années 1950. Gaston Leduc et Christian Morrisson ont publié plusieurs articles dans *Tiers-Monde*, la revue de l'IEDES. Guillermo Hillcoat a été très longtemps en poste à l'IEDES et j'ai même créé avec lui en 2005 un Master professionnel commun entre l'UFR d'économie et l'IEDES, sur l'expertise économique du développement, mais le Président d'alors de notre université a choisi d'interrompre cette collaboration quelques années plus tard.

Lisa Chauvet introduit Rabah Arezki, ancien étudiant du DEA, *Chief Economist* de la Banque africaine de développement après avoir été *Chief Economist* de la Région MENA à la Banque mondiale.

Rabah Arezki. Mon souvenir de la Maison des sciences économiques est d'abord celui de Jean-Pierre et Jean-Claude. Ces deux personnes ont changé ma trajectoire professionnelle pour des raisons qui ont affaire avec des questions de stage et de sujet de thèse. J'ai d'abord fait le Magistère d'économie que Katheline Schubert dirigeait. Katheline m'avait encouragé à faire un stage à l'OCDE avec Aristomène Varoudakis, où j'ai utilisé des données de panels pour mesurer l'effet des infrastructures sur l'investissement privé et la croissance des pays en développement. Ce stage m'a naturellement amené vers le DEA où Aristomène et Jean-Claude ont dirigé mon mémoire. A la suite de la nomination de Jean-Claude à la tête du CEPII j'ai pu faire un stage long dans ce centre sur le modèle de simulation INGENUE avec Michel Juillard, le principal développeur du logiciel Dynare. Ce modèle cherchait à explorer les conséquences du vieillissement sur l'économie globale. Jean-Pierre m'a alors conseillé d'entrer à l'ENSAE. Après en avoir obtenu le diplôme, j'ai fait ma thèse à l'Institut universitaire européen, sous la direction de Giuseppe Bertola, sur l'effet de la démographie sur les flux de capitaux. Ensuite, j'ai été chercheur invité à l'Université de Boston et j'ai effectué quelques autres stages. Lors de ceux-ci j'ai rencontré des personnes qui présentaient le programme du Fonds monétaire international (FMI). Je suis entré dans le programme *Economist*. Cela m'a permis de diriger l'unité matières premières et d'étudier le problème des ressources naturelles dans le département de recherche du FMI dirigé par Olivier Blanchard. J'ai beaucoup travaillé sur le marché du pétrole. Puis je suis devenu *Chief Economist* pour la région MENA à la Banque mondiale et plus récemment à la Banque africaine de développement que je viens de quitter. Maintenant je suis à la *Harvard Kennedy School of Government*. Une leçon qu'on peut retirer de ma vie professionnelle est l'importance que peuvent jouer les stages et les rencontres.

La course aux ressources naturelles, pour alimenter les transitions énergétiques et numériques simultanées que connaît le monde, fait rage parmi les grandes puissances. Ces deux transitions reposent fortement sur des technologies qui nécessitent des ressources telles que les terres rares pour les semi-conducteurs, le cobalt pour les batteries et l'uranium pour l'énergie nucléaire. Mais ces évolutions signifient également que les ressources naturelles historiquement précieuses et leurs investissements associés – principalement liés au pétrole et à d'autres combustibles fossiles – finiront par se retrouver déclassées avec de graves conséquences pour les pays qui dépendent presque totalement de ces actifs, en particulier ceux pour lesquels les capacités de l'État sont faibles.

Le dernier « super-cycle » des prix du pétrole pourrait déjà être en cours, dont la fin pourrait annoncer une augmentation du nombre d'États en faillite. Cette course s'est intensifiée à mesure que les grandes puissances sont entrées dans des rivalités stratégiques – en particulier entre les États-Unis et la Chine, mais aussi entre cette dernière et l'Europe. Cette fois, une gouvernance appropriée des ressources naturelles s'avère essentielle pour parvenir à une exploitation ordonnée, durable et inclusive de ces nouvelles ressources, afin que ces transitions ne laissent pas les gens de côté, en particulier ceux des pays en développement.

La volatilité, la perte de compétitivité, l'endettement excessif et même les conflits internes et externes sur l'accès aux ressources naturelles se sont révélés être à l'origine de la baisse de performance des pays qui en possèdent en abondance. La recherche a montré que les bonnes institutions, sans surprise, modèrent cette malédiction. Il s'agit, d'une part, des politiques et des institutions qui régissent l'ouverture du secteur pour attirer les investissements et donc générer des revenus pour l'État. Et, d'autre part, des institutions de redistribution qui régissent la manière dont les produits de l'exploitation de ces ressources sont utilisés et profitent aux populations, y compris en matière de capital humain. Il se trouve que la réglementation au niveau national a souvent échoué à résoudre les problèmes de surexploitation des ressources naturelles ainsi que les problèmes de déplacement des populations, de dégradation de l'environnement et de risque pour la biodiversité, qui sont souvent mieux traités au niveau local.

Lisa Chauvet. Avant de donner la parole à Juliette Seban, je vais donner ma conception de l'économie du développement. Selon moi cette discipline a connu trois grandes révolutions au cours des vingt dernières années. La première est celle des données. Dans les années 1990 on disposait juste de quelques séries du PIB. Aujourd'hui on a des milliers et des milliers de données qui ont été compilées. Cela résulte d'une volonté politique de la Banque mondiale. La deuxième est d'ordre méthodologique. Il y a eu beaucoup, de progrès méthodologiques, mais il y'en a un particulièrement important, les *randomized controlled trials* (RCT), dont Juliette va nous parler maintenant. La troisième est la révolution climatique. Aujourd'hui toute la planète est à la recherche d'un nouveau modèle de développement et les pays en voie de développement se prêtent en une certaine manière à être le laboratoire des recherches sur les questions d'adaptation et d'atténuation du dérèglement climatique.

Juliette Seban a fait son doctorat à Paris 1 sous la direction de Jean-Claude Berthélemy. Elle a travaillé dans de nombreuses institutions telles que le bureau européen de J-PAL¹⁴ la Banque mondiale, le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) à Sciences Po. Elle est depuis plus d'un an la directrice exécutive du Fonds d'innovation pour le développement

Juliette Seban. Tout d'abord merci beaucoup pour l'invitation, je suis ravie d'être là et de revoir des têtes connues. Pour ma part j'ai été étudiante du DEA d'économie du développement, puis j'ai réalisé une thèse avec Jean-Claude Berthélemy entre 2007 et 2012. Ma thèse n'était pas très classique parce qu'à cette époque il était encore possible de démarrer un doctorat sans financement, ce que j'ai fait, sans trop savoir si j'irais au bout et tout en travaillant. C'est la confiance de Jean-Claude ainsi qu'un passage par le *Center for Global Development* qui m'ont convaincue d'avancer dans cette thèse tout en sachant que je ne souhaitais pas poursuivre une carrière académique. La recherche appliquée menée au sein de ce *think tank*, très en lien avec la transformation des politiques publiques de développement, m'a donné une perspective de carrière qui m'a tout de suite beaucoup plu. J'ai ensuite rejoint le bureau de J-PAL Europe qui se montait à l'École d'économie de Paris. J'y ai travaillé plusieurs années sur un grand nombre d'évaluations d'impact dont certaines ont nourri le contenu de ma thèse. J'ai apprécié d'être dans un monde de chercheur.es tout en étant très proche des acteurs de terrain qui mettent en œuvre les dispositifs évalués. Après ma thèse, j'ai travaillé au sein de l'équipe de recherche d'une ONG basée à New-York, the *International Rescue Committee*, puis au LIEPP à Sciences Po. Là encore avec l'objectif de mettre la recherche et en particulier l'évaluation au service de l'amélioration des programmes à destination des populations réfugiées, portés par une ONG internationale, ou des politiques publiques françaises. Depuis mars 2021, j'ai pris la direction du Fonds d'innovation pour le développement, dispositif de financement inédit et ambitieux hébergé par l'Agence française de développement et

¹⁴ L'*Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab* ou J-PAL est un réseau de 262 chercheurs affiliés dans 91 universités du monde entier. Sa mission consiste à lutter contre la pauvreté en veillant à ce que les politiques sociales s'appuient sur des preuves scientifiques.

présidé par l'économiste du développement Esther Duflo. Ce fonds offre des subventions aux innovateurs et aux chercheurs pour expérimenter, prendre des risques stratégiques, et démontrer l'impact des solutions visant à réduire la pauvreté et les inégalités. Ce poste me permet d'être à l'intersection des écosystèmes de la recherche, de l'innovation et de la solidarité internationale ce qui rend mon quotidien particulièrement riche et stimulant !

Lisa Chauvet. J'enchaîne en donnant la parole à Josselin Thuillez, qui est Directeur de recherche au CNRS, qui est passé par le Master, qui a fait sa thèse avec Jean-Claude Berthélemy, qui a dirigé l'axe développement durant six ans, et est au comité de direction du Centre d'économie de la Sorbonne.

Josselin Thuillez. C'est un grand plaisir de vous revoir tous, en particulier Jean-Pierre et Jean-Claude que j'ai eus comme professeurs durant la deuxième année du Master, qui était dirigé par Jean-Claude et auquel Jean-Pierre venait de laisser la main. Jean-Pierre enseignait l'économétrie et Jean-Claude l'économie du développement, deux cours complémentaires et essentiels dans le domaine. Je me souviens aussi de l'après DEA, des discussions de recherche que j'ai pu avoir avec l'équipe pédagogique et les autres étudiants. J'ai eu aussi Wladimir Andreff comme professeur, j'ai travaillé avec Juliette, notamment à la fin de sa thèse. Je retiens beaucoup de souvenirs humains.

Je rappelle que Gaston Leduc était aussi un walrasien et nous n'avons pas oublié cela dans le groupe. J'avais été très heureux de pouvoir participer à une réunion en mars 2019 avec Christian Morisson qui avait retracé l'origine de l'économie du développement, et qui avait démontré l'importance pour Gaston Leduc de l'approche walrasienne avec la formalisation mathématique et l'analyse en équilibre général, mais aussi l'analyse de la richesse sociale, de l'équité et de la justice et enfin de l'économie appliquée. Ces trois dimensions ont caractérisé notre groupe depuis son origine avec, de plus, une ouverture à l'interdisciplinarité.

J'ai pris la direction du groupe de recherche en économie du développement dans une période complexe, avec une reconfiguration des centres de recherche à Paris 1 et une forte compétition. La création de l'Ecole d'économie de Paris a conduit au départ d'une trentaine de chercheurs et a affecté l'économie du développement au Centre d'économie de la Sorbonne. Nous avons conservé l'esprit initial du groupe et la perspective walrasienne. Le séminaire en particulier a pris de l'ampleur et a permis d'augmenter la visibilité du groupe à l'international. Il s'est élargi à l'économie expérimentale - qui s'est développé beaucoup pendant la période avec pour aboutissement le prix Nobel de Kremer-Banerjee-Duflo - tout en conservant des invitations sur des champs plus diversifiés de l'économie du développement durable dans toutes ses dimensions (théoriques et empiriques). Nous avons eu beaucoup de recrutements durant la période, notamment l'arrivée de Rémi. La composante développement de Paris 1 a bien progressé dans les classements notamment dans le *QS World University Ranking*, grâce au travail de Rémi au niveau enseignement et de l'équipe au niveau de la recherche. L'axe s'est consolidé dans ses perspectives d'économie théorique et appliquée, notamment grâce à l'arrivée récente de Nouhoum Touré. Je suis confiant que la restructuration du Centre d'économie de la Sorbonne a été au final bénéfique à l'économie du développement.

Je voudrais mentionner enfin deux projets prioritaires. D'abord, le CES a désormais pour tutelle secondaire l'Institut de recherche pour le développement¹⁵ (IRD), ce qui est un ancrage important. L'arrivée de Lisa Chauvet, ancienne chercheuse de l'IRD, facilitera certainement nos relations. Ensuite, nous avons un projet de chaire UNESCO que nous essayons de faire avancer et que Jean-Claude avait initié en 2016. Nous espérons que ce projet aboutira. Ainsi nous aurons créé plus de

¹⁵ L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle du ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de celui chargé des Affaires Étrangères. Il porte une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

passerelles entre la société civile et la recherche, et en cela l'élection de Lisa Chauvet à Paris 1 nous apporte beaucoup.

Lisa Chauvet. Merci beaucoup Josselin. Le prochain intervenant est Rémi Bazillier, qui a pris la suite de Josselin Thuillez à la tête de l'axe depuis quelques mois, qui a aussi obtenu son M2 et soutenu sa thèse à Paris 1 sous la direction de Jean-Claude Berthélemy, puis est parti comme Maître de conférences à Orléans et est revenu comme Professeur à Paris 1 en 2016 pour diriger le *Master Development Economics*, qui est la nouvelle version du DEA économie du développement – économie internationale.

Rémi Bazillier. Merci à tous. Merci à Jean-Pierre qui était le directeur du DEA et à Jean-Claude qui fut mon directeur de thèse. Quand je suis revenu à Paris 1 en 2016 l'intitulé de notre groupe de recherche était devenu « Economie du développement durable ». Cela répondait à l'idée de Jean-Claude que l'économie du développement devait se saisir de tous les thèmes résumés par cet intitulé. Aussi, à son initiative et à la suite de notre partenariat avec l'Agence française de développement, a été créé le Master de développement durable, aujourd'hui dirigé par Lisa Chauvet, qui constitue la deuxième branche de notre programme de Master, à vocation plus professionnelle, enseigné partiellement en anglais et partiellement en français (l'autre branche étant le Master en anglais *Development Economics* que je dirige).

Je vais revenir sur deux points. Le premier est la question de l'internationalisation. Jean-Pierre a déjà abordé les enjeux liés à la mondialisation. Quand j'étais étudiant du DEA celui-ci s'appelait économie de la mondialisation. Avant que je revienne d'Orléans le M2 avait entièrement basculé en anglais. Cela a permis de nous ouvrir sur d'autres profils d'étudiants. Cela correspondait aussi à la volonté de Jean-Claude, qui dirigeait alors l'UFR d'économie, d'internationaliser nos parcours de formation. Nous nous sommes aussi internationalisés grâce à un autre programme, le programme *Panthéon-Sorbonne Master in Economics* (PSME), dont Morgan Hull-Broumiche est ici la représentante, qui accueille des étudiants internationaux non francophones au niveau M1. Ce programme a permis de diversifier le recrutement des étudiants de notre M2 en l'ouvrant plus largement à des étudiants venus d'Asie, d'Amérique Latine, du Moyen Orient et d'Afrique non francophone. Cette volonté d'internationalisation qui nous caractérise, s'accorde, comme Jean-Pierre l'a démontré par des exemples, avec une volonté de coopération avec des universités du Sud. Je rappelle que Gaston Leduc avait enseigné à l'Université du Caire ; or aujourd'hui l'Université du Caire est notre principal partenaire en termes de formation et de recherche. A l'initiative de Jean-Claude nous avons développé une formation délocalisée à l'Université du Caire, et en 2018 nous avons ouvert une branche des Masters 1 et 2 dans cette université. Nous avons une volonté très forte de développer des relations de réciprocité, pas des relations unilatérales. Nous sommes très fiers d'avoir des étudiants égyptiens qui ont été formés chez nous, qui ont réalisé leurs doctorats à Paris 1 puis qui sont retournés enseigner à l'Université du Caire. Mais nous envoyons aussi des étudiants français ou étrangers en mobilité à l'Université du Caire, qui trouvent dans ce parcours une réelle plus-value à leur formation en France. Nous avons de plus en plus des codirections de thèses. Nous avons d'autres partenariats en Colombie, en Chine, en Corée, etc.

Le second point est la pluralité des approches et des méthodes utilisées au sein de notre groupe. En économie du développement, au cours des décennies, il y a eu d'importantes innovations méthodologiques. Certaines ont pu tout renverser sur leur passage. Lisa citait la révolution des *randomized controlled trials* qui a profondément bouleversé notre manière d'appréhender l'évaluation et les études d'impact. Mais une spécificité de notre groupe est de conserver une base théorique, celle sur laquelle Jean-Claude insistait dans le cours qu'il donnait dans le Master. Aussi nous continuons à aborder les grandes questions macroéconomiques. Josselin a cité notre dernier recrutement, Nohoum Touré, qui est à la fois un macro-économiste et un théoricien, ce qui reflète bien notre volonté de combiner ces différentes approches. Nous avons des chercheurs qui font de la micro-économétrie appliquée, des *randomized controlled trials*, du travail de terrain avec de

nouvelles méthodes d'évaluation d'impact. Nous avons des théoriciens macro-économistes qui abordent les questions de l'influence de la culture et des institutions sur le processus de développement. Aussi, nos jeunes chercheurs peuvent tirer profit des nouvelles données mises à notre disposition, notamment les données satellitaires qui ouvrent de nombreuses perspectives. Lisa a pris la responsabilité du cours *Empirical methods*, qui enseigne aux étudiants comment tirer profit de ces nouvelles données pour les pays où il est difficile d'obtenir des données classiques.

Aujourd'hui nous avons une dizaine de chercheurs avec des thématiques diverses, qui contribuent aux deux branches de Masters qui sont l'héritage de la longue histoire de l'économie du développement à Paris 1 et à l'Ecole d'économie de la Sorbonne.

Lisa Chauvet. Quelqu'un veut-il intervenir ?

Michel Vernières.

Michel Vernières. Merci pour toutes ces interventions. Plus je participe aux séminaires du Jubilé plus je les trouve intéressants, notamment pour les anciens qui voient ainsi l'évolution de l'UFR. Je voudrais donc jouer mon rôle d'ancien, en confirmant une certaine continuité au-delà des évolutions évoquées. Mais avant je noterai le côté cumulatif de ces séminaires, qui s'observe de séances en séances bien qu'ils portent sur des thèmes différents.

Ma première remarque est de nature historique. Gaston Leduc était un professeur de la Faculté de droit. Ce trait explique beaucoup de choses dans l'histoire de notre UFR. Quand les DEA ont été créés en 1974 Gaston Leduc a organisé une petite réunion, avec Christian Morrison, moi-même et quelques autres collègues pour discuter de ce que sera le DEA d'économie du développement. La réunion s'est terminée ainsi. Je ne comprends pas a dit Gaston Leduc que l'on puisse me demander à moi, professeur qui enseigne depuis longtemps, de candidater pour l'habilitation d'un diplôme. Il s'est tourné vers les jeunes et a ajouté : Alors faites cette demande vous-même. Cette attitude était caractéristique d'un autre monde qu'on a du mal à comprendre aujourd'hui. Pour les difficultés du transfert des économistes de l'UFR 07 vers l'UFR 02 c'était pareil. L'UFR 07 avait ses postes dans la tradition des facultés de droit. Et pour quelqu'un comme Gaston Leduc, quitter le prestigieux bâtiment de la Faculté de droit de Paris, place du Panthéon, pour déménager dans le 13^{ème} arrondissement au Centre Tolbiac, n'était pas pensable.

Il y a un deuxième point d'histoire à signaler. On a parlé de l'intérêt de la collaboration avec l'IEDES qui a permis de s'ouvrir sur d'autres disciplines. Il convient d'ajouter que, à la fin des années 1970 sous la présidence d'Hélène Ahrweiler, avait été créée une cellule Mondes extérieurs, ayant pour objectif de rapprocher les universitaires de Paris 1 qui travaillaient sur les pays en voie de développement. Cette cellule a fonctionné jusqu'en 1983. Elle a permis aux économistes qui s'intéressaient au développement les contacts avec des collègues géographes, sociologues, etc. Il était en effet très difficile dans l'Université de Paris 1 de cette époque d'avoir une activité de recherche de type pluridisciplinaire. Notre UFR a fait un effort pour faciliter cette coopération. Ses relations avec l'IEDES passaient alors par cette cellule Mondes extérieurs. Puis, après sa fermeture elle a été relayée par le GIS¹⁶ GEMDEV (Groupement pour l'Etude de la Mondialisation et du Développement), structure pluridisciplinaire et pluri-universitaire qui permettait un travail en réseau indispensable pour l'analyse du développement, en raison de la diversité des compétences requises pour cette dernière.

¹⁶ Un Groupement d'intérêt scientifique est une structure CNRS qui a pour but de faciliter à un certain nombre de partenaires une collaboration sur un domaine de recherche commun, avec une mise en commun de leurs compétences et expériences. Le GEMDEV a désormais le statut de structure fédérative de recherche (FED. 4244).

Jean-Claude Berthélemy. Je voudrais ajouter deux précisions. La première porte sur le PSME. Quand j'ai créé le PSME mon objectif n'était pas de remplir les deux Masters en économie du développement. C'était d'abord parce qu'on avait besoin dans l'UFR d'économie de cours en anglais. On ne pouvait pas les financer avec nos ressources actuelles. Mais on pouvait les financer en faisant venir des étudiants étrangers. Le PSME a permis cette évolution, en grande partie grâce à l'aide de Morgan Hull-Brousmiche qui en fut l'une des premières étudiantes. Je ne pensais pas que le PSME servirait particulièrement l'intérêt du Master développement. Je n'avais pas bien réalisé que si des étudiants étrangers venaient à Paris, c'était pour des raisons spécifiques. Une raison importante donnée par ces étudiants est qu'ils pensaient qu'il y avait à la Sorbonne une pensée sur le développement qu'ils ne trouvaient pas dans leurs pays. J'ai trouvé ce point de vue très intéressant et nous avons fini par remplir en partie le Master économie du développement assez vite avec ces étudiants d'une motivation exceptionnelle, bien formés par le PSME, et en mélangeant l'orthodoxe et l'hétérodoxe. On a eu ainsi eu des étudiants extraordinaires qu'on n'avait pas auparavant.

Une formation universitaire, c'est comme une entreprise, elle doit trouver son public, ses clients si on veut. Les périodes où le Master allait mal c'est quand il avait peu d'étudiants. On est descendu jusqu'à une douzaine d'étudiants. Du temps de Gaston Leduc la salle du Panthéon était bondée. Quand Celso Furtado faisait cours il y avait des étudiants jusqu'au bout du couloir. Cela signalait une formation qui fonctionnait bien car elle avait trouvé son public. Cela est important car cela encourage les enseignants à mieux faire leur travail parce qu'ils ont en face d'eux des étudiants exigeants. Aussi cela donne de la diversité à nos étudiants et permet de créer un esprit de groupe dans le Master. Il faut une masse critique d'étudiants de très bon niveau pour continuer, et en particulier pour assurer l'excellence dans la recherche.

Ma deuxième remarque porte sur la nécessité d'aller maintenant au delà des études randomisées sur données obtenues par enquêtes auprès de ménages ou d'individus. D'abord la collecte de ces données est très coûteuse. Ensuite, et même surtout, que fait-on quand ces enquêtes ne permettent pas de répondre à certaines questions qu'on se pose en économie du développement. L'évolution récente des problématiques des objectifs du développement durable introduit des sujets en dehors du champ de l'individualisme méthodologique, parce qu'ils se rapportent de plus en plus à des questions d'action collective. Par exemple, les travaux d'Elinort Ostrom, récipiendaire du prix Nobel d'économie en 1999, ont développé la notion de communs, centrale dans les objectifs du développement durable. La construction de biens publics locaux, tels que l'irrigation, l'accès à l'eau potable, l'assainissement ou la fourniture d'électricité, ou encore la préservation de ressources naturelles locales ne se prêtent pas aisément à des tests d'impact reposant sur des données expérimentales ou quasi-expérimentales observées au niveau des individus ou des ménages alors que les sujets traités, qui sont aussi des acteurs des politiques envisagées, sont des collectivités locales.

Du coup je suis heureux de constater que l'utilisation des données satellitaire fait partie des enseignements du Master actuel. Dans certains cas, des données satellitaires permettent de donner des informations au niveau d'une petite localité, des petits villages de 300 à 1000 habitants. On arrive ainsi, par exemple, à détecter l'impact d'un projet d'électrification, comme un mini-réseau, d'une manière très nette. On commence à bien maîtriser l'utilisation de ces données. Cela demande un esprit pluridisciplinaire puisqu'il est alors nécessaire de travailler avec des géographes et des producteurs et utilisateurs de *big data*.

Ces évolutions montrent la dynamique renouvelée de notre groupe sous l'impulsion des générations montantes, à la frontière des évolutions de notre discipline. J'aurais beaucoup d'autres exemples à donner de cette dynamique. Je me contenterai d'en donner deux. Je voudrais d'abord citer toute une série de travaux en relation avec les notions d'action collective et de conflits et coopération, développés dans notre groupe à partir des années 2010, qui à mon avis seront autant de petites

pierres apportées à l'édifice d'une nouvelle vision du développement durable, dont on voit de plus en plus la nécessité dans le monde développé comme dans les pays en développement. On peut citer ici des travaux sur l'économie des conflits, sur la corruption et la gouvernance, sur l'économie des castes, sur la production de biens publics locaux, ou sur les problématiques liées à l'accès aux ressources naturelles. Ensuite, mais *last but not least*, celui des travaux en rapport avec l'économie de la santé globale développés par Josselin Thuilliez, qui ont ouvert un champ très fécond de collaboration pluridisciplinaire, débordant du champ du développement. Ses travaux sur les maladies infectieuses, en particulier, l'ont placé d'emblée au cœur de l'actualité de la recherche à l'occasion de la crise de la COVID

Morgan Hull Brousmiche. J'apprécie beaucoup les interventions de mes anciens professeurs. Quand je suis venue à Paris c'était avec l'idée de faire un Master en économie du développement. J'avais le choix entre le faire aux Etats Unis, en payant 45,000 dollars et en le faisant en deux ans car j'aurais dû travailler en même temps, et le faire à Paris 1 qui avait une très bonne réputation. J'avais lu des articles de Jean-Claude Berthélemy. J'ai été étudiante dans la première promotion du PSME qui se limitait à 5 étudiants ! Or, il me semblait qu'il devait y avoir des personnes avec les mêmes intérêts que moi. Il fallait juste les trouver. Maintenant on a des étudiants nombreux qui viennent du monde entier. Parmi eux beaucoup viennent spécifiquement pour l'économie du développement. Sur une classe de 45 étudiants la moitié veut faire du développement. Sur les 60 qui sont prévus pour cette année il y en a un quart, voire plus, qui veulent faire du développement. On a maintenant un rayonnement qui repose sur un réseau d'anciens étudiants qui ont des carrières très différentes et couvrent un grand nombre de pays. Une partie de nos anciens étudiants reste à Paris et travaille à l'OCDE ou à l'AFD, mais beaucoup retournent dans leurs pays. J'ai des exemples en République Dominicaine, Colombie, etc.

J'ai créé une association d'anciens étudiants, *l'International Development Economic Association* (IDEAS), qui a repris le flambeau de l'association créée dans les années 1980, avec pour objectif d'encourager l'interaction entre les étudiants et les anciens étudiants des Masters, de faciliter l'insertion professionnelle des premiers et d'assurer le rayonnement et la valorisation du diplôme tant au niveau national qu'international. Elle rassemble plus de 150 membres.

Natalia Cantor-Vargas (PH.D. student). I come from Colombia. I worked as a research assistant at the *Universidad del Rosario*, studying the historical link between Latin American development and the policies of science, technology and innovations in the framework of different economic development models, such as the structuralist approach, the import substitution model and the neoliberal theory. As I wanted to study a Master's abroad, Fernando Jaramillo Mejia, one of my professors, advised me to look at the development master program from Paris 1, since he had a Ph.D. in Theory and Economic Policy from this University. As I did not know French, I applied to the PSME first, and then to the M2 in Development Economics, which were two excellent programs in economics offered in English to international students. These programs allowed me to continue my academic career. Now, I am working on my Ph.D. thesis under the supervision of Rémi Bazillier and Lorenzo Cassi at the Centre d'économie de la Sorbonne. My research topic is about the impact of technology and innovation on the industrial development of Latin America. I am particularly interested in knowing how technology and innovation activities can counteract the process of premature deindustrialization that Latin American developing countries have suffered in recent decades. I hope that my training and research in Paris 1 will help me to contribute to the development process of my country, whether from academia, the public or the private sector.

Loukas Sfountouris (PSME & M2 DE '22 Alumnus): I come from Greece, from a tiny village named Distomo, in the foothills of the mountain Parnassus. After graduating with distinction in the University of Patras School of Economics and receiving merit-based state scholarship, I proceeded in postgraduate studies at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne, fully funded with scholarships whether from the public (CROUS de Paris) or from the private sector (George &

Viktoria Karelias Foundation). The PSME program is truly a masterpiece program as it gathered 45 students around the world to let us know how to empower ourselves with precious knowledge, not only to us but also among us, behind cooperative activities via group projects and research seminars. Notable to mention, PSME gave to many of us a unique opportunity to live in an international environment such as the *Cité Internationale Universitaire de Paris*, in which I firmly believe that the level of accommodation in combination with the PSME program is by far a rare opportunity to make an integrated, international, academic life in Paris, a privilege comparable to other prestigious universities in the world. After proceeding in the M2 in Development Economics, a historically established, well-known and globally top-ranked Master in development studies, I attended courses about development economic theory and policy and in econometrics and empirical methods, given by specialists in development studies, grasping precious opportunities for my academic career. I have attended also various research seminars from the *Centre d'économie de la Sorbonne* and partner institutions such as the Paris School of Economics. My current research interests are concentrated around migration and sustainable development economics. I am currently working on a research project to proceed to doctoral studies, ideally based in Paris, and therefore to fulfil my personal target, becoming an academician in economics.

Annexe1. Vie et rôle de Gaston Leduc¹⁷

Gaston Leduc (1904-1979) soutint sa thèse *Théorie des prix de monopole* en 1927. Joseph Schumpeter la cite dans son *History of Economic Analysis* (page 976). Il lui proposa aussi un poste d'enseignant à Harvard, que Gaston Leduc refusa (sans doute pour des raisons familiales). Il passa l'agrégation en 1930 et son premier poste fut à la Faculté de Droit de Caen (1930-1946).

Dans la période d'avant-guerre il entretint une correspondance avec les économistes de Vienne. Il publia un traité vulgarisant sous forme graphique les travaux de Léon Walras. Il effectua des missions d'enseignement au Brésil. Il obtint un poste de professeur permanent à l'Ecole française de droit du Caire en 1938. En juin 1940, alors qu'il avait été mobilisé, il rejoignit la France Libre. Après que les Alliés se soient emparés du Liban et de la Syrie, antérieurement sous le contrôle de Vichy, de Gaulle le nomma Conseiller pour les affaires financières et économiques de la Délégation générale de la France libre au Levant (1942-1945), puis Inspecteur général des œuvres françaises au Levant (1945-1946). Gaston Leduc revint en France après la guerre et fut élu Chargé de cours à la Faculté de droit de Paris en 1947, puis Professeur des relations économiques internationales en 1952. Il enseignait le cours d'économie coloniale dans cet établissement depuis 1946. Ce cours fut ensuite appelé Législation et économie coloniale (1950) et finalement Economie d'outre-mer et développement.

En 1946 Gaston Leduc remarqua judicieusement que le cours qui lui avait été attribué ne sera pas enseigné encore longtemps. Ses responsabilités et son expérience au Moyen-Orient lui avaient permis d'acquérir une clairvoyance politique et une connaissance des problèmes de développement que n'avaient pas ses collègues. C'est ainsi qu'il écrivit son texte fondateur, qui introduisit le concept de développement : « Le sous-développement et ses problèmes », qui fut présenté au Congrès des économistes de langue française et publié par la *Revue d'économie politique* (Vol. 62, No. 2, pp. 133-189) en 1952. Ce rapport eut un grand écho en France.

La Faculté de droit de Paris affecta (vers les années 1956-1957) à Gaston Leduc une salle, dans ses locaux de la place du Panthéon, qui servira à donner des cours sur le développement, et qui deviendra ensuite une bibliothèque avec une salle supplémentaire, des crédits, puis une documentaliste. Ce fut le Centre d'études du développement économique.

Il existe un Cours d'économie du développement, rédigé à partir des notes des étudiants, pour la 4^{ème} année de licence et le DES¹⁸ de l'année 1961-1962.

L'influence de Gaston Leduc semble avoir transité largement à travers son enseignement, notamment à des étudiants africains qui occupèrent ensuite des postes importants dans leurs pays. Elle fut moins forte sur les recherches académiques en économie du développement.

Annexe 2. Histoire du DEA d'économie du développement quand il était dirigé par Christian Morrisson

Les grands événements de cette période ne figurant pas déjà dans le texte de la table ronde sont :

- Le DEA d'économie du développement a fusionné avec le DEA d'économie internationale dirigé par Bernard Lassudrie-Duchêne, ce qui a donné le DEA économie internationale – économie du développement, avec deux options. Ces options étaient initialement assez

¹⁷ Notre connaissance de la vie et du rôle de Gaston Leduc doit beaucoup à Christian Morrisson, qui avait gentiment reçu ses collègues plus jeunes le 26 mars 2019 dans sa maison à Ville-d'Avray pour évoquer ses souvenirs et nous montrer des documents qui nous ont été extrêmement précieux

¹⁸ Le Diplôme d'études supérieures était l'équivalent des DEA avant 1974. Il avait été créé en 1886.

indépendantes, puis le sont devenues moins, avec l'obligation pour les étudiants de ne pas choisir tous leurs cours dans la même option.

- Le DEA (puis l'option économie du développement) était installé dans le Centre d'études du développement (CED), situé depuis le temps de Gaston Leduc dans les locaux de l'ancienne Faculté de droit de la place du Panthéon. Le CED disposait d'une documentaliste et de deux belles salles dans un quartier fastueux. L'option internationale était beaucoup moins bien logée au Centre Pierre Mendès-France, rue de Tolbiac dans le 13^{ème} arrondissement.

Annexe 3. Histoire du DEA économie internationale-économie du développement, puis économie internationale : développement, transition et mondialisation (à partir de septembre 2002) quand il était dirigé par Jean-Pierre Laffargue (septembre 1999-septembre 2005)

L'ambition du DEA était alors de couvrir l'analyse économique des différents aspects de la mondialisation. L'option développement mettait l'accent sur la macroéconomie (ouverte et du développement) et le commerce international. La modélisation théorique et les approches factuelles et de terrain étaient privilégiées. Il y avait cependant des enseignements d'économétrie, avec notamment un cours d'introduction à l'économétrie obligatoire et intensif utilisant STATA en début d'année. Mais ce n'est que progressivement que le territoire de la micro-économétrie s'est étendu, notamment pour répondre aux intérêts des étudiants.

Par exemple la plaquette du DEA pour 1999-2000 commençait par :

« Objectifs pédagogique, scientifique et professionnel du DEA

Le DEA repose sur la conviction générale que dans ces derniers jours du vingtième siècle, les différents problèmes, économiques, culturels, scientifiques, professionnels, doivent être abordés dans une perspective mondiale. Plus précisément l'objectif du DEA est d'aider les étudiants à analyser les fonctionnements des économies étrangères, industrialisées ou non, et les interdépendances de ces économies. Ses enseignements couvrent l'essentiel du domaine constitué par l'économie internationale et l'économie du développement. Son orientation est appliquée et quantitative. Cela signifie que les analyses théoriques ont pour objectif l'examen de problèmes concrets de la réalité, et que les étudiants sont encouragés, notamment dans la préparation de leur mémoire, à collecter et analyser des données chiffrées, et si possible à faire une étude sur le terrain. »

L'effectif du DEA était d'une quarantaine d'étudiants. Les cours, les mémoires et les thèses étaient en français, mais la réticence des étudiants à lire des articles en anglais avait disparu au cours des années 1990.

Certains étudiants de l'ENSAE suivaient notre diplôme et nous validions certains cours qu'ils avaient suivis à l'ENSAE. Réciproquement, certains de nos étudiants suivaient des cours à l'ENSAE, en général en économétrie, et nous validions aussi ces cours. Nous avons une collaboration du même type avec le DEA d'études africaines de Paris 1, qui était multidisciplinaire (droit, sciences politiques, sciences économiques). Les étudiants pouvaient aussi choisir parmi certains cours offerts par d'autres DEA d'économie de Paris 1.

Le DEA comportait deux options : économie internationale, économie du développement, entre lesquelles les étudiants devaient choisir au moment de leur inscription pédagogique. Il comprenait un tronc commun composé de 5 cours : Commerce international, Théorie du développement, Econométrie, Macro-économie ouverte, *Recent Development in International Trade and*

Development Economics (le seul cours en anglais, enseigné par des professeurs invités). Il y avait aussi 12 cours optionnels : Crises financières internationales et pays émergents, Taux de change et système monétaire international, Méthodes d'analyse de l'emploi dans les économies en développement, Commerce extérieur et croissance, Micro-économie du développement, Intégration économique régionale, Macro-économie du développement, Politique commerciale en concurrence imparfaite, Pauvreté et répartition des revenus dans les pays en développement, Théories des stratégies internationales des firmes et des investissements directs étrangers, Modélisation appliquée des économies émergentes, Réformes économiques dans les pays en voie de développement.

Le mémoire jouait un rôle plus important que de nos jours et occupait davantage les étudiants. Il se préparait dans le cadre de deux séminaires de travaux, un pour l'économie internationale, un pour l'économie du développement.

Les deux unités de recherche d'accueil reliées au DEA étaient le CESSEFI (Centre d'étude sur les stratégies et spécialisations économiques et financières internationales) dirigé par Jean-Louis Mucchielli, et le Centre d'études du développement, dirigé par Jean-Pierre Laffargue. Ces unités étaient des composantes d'une équipe CNRS, TEAM. Le DEA et ses unités d'accueil avaient établi des relations suivies, comme des journées ou séminaires communs, avec deux centres d'étude français d'excellence en économie internationale et économie du développement, le CEPPII et le DIAL. On développa aussi progressivement des relations avec le CERDI de Clermont Ferrand.

En septembre 2002 le DEA fusionna avec celui d'économie de la transition. Il adopta alors le nouveau nom de DEA économie internationale : développement, transition et mondialisation. Il s'adjoignit alors une troisième option et une nouvelle unité de recherche d'accueil, le ROSES, qui était une équipe CNRS spécialisée en économie de la transition.

Il y a eu une évolution marquée dans le champ couvert par le diplôme. A la fin des années 1990 et début des années 2000, le développement était considéré comme un processus qui devait permettre aux pays pauvres d'atteindre des niveaux de vie plus élevés. L'accent était mis sur la macroéconomie (comment établir des politiques de change, monétaire, budgétaire conduisant au développement) et le commerce international (comment un pays pauvre devait s'intégrer dans un monde de plus en plus mondialisé). La théorie jouait un rôle important, car même si les travaux empiriques étaient encouragés, les données statistiques sur beaucoup de pays en développement restaient rares et reflétaient de façon imparfaite les changements heurtés et profonds de leur évolution. Les approches pluridisciplinaires étaient limitées.

Actuellement, une grande partie du champ des diplômes relève de la microéconomie, avec beaucoup d'études et d'évaluations de projets spécifiques de développement, recourant à des méthodes statistiques ou économétriques. Cela résultait d'un changement de goût des étudiant/es. Il apparut clairement quand beaucoup d'entre eux/elles furent attiré/es par le thème du micro-crédit comme moyen de réduire la pauvreté, au cours des années 1990 à la suite du succès de la *Grameen Bank* au Bangladesh. Cela résultait aussi d'une évolution de la discipline : les approches macroéconomiques et globales semblant donner des résultats décevants, il apparaissait préférable de se concentrer sur des problèmes bien délimités et concrets pour aboutir à des résultats, notamment des recommandations politiques, clairs, robustes et applicables. Cela résultait enfin de la disponibilité de données statistiques, qui devinrent toujours plus nombreuses, et de logiciels statistiques sophistiqués mais d'emploi facile. Les approches récentes sont aussi devenues pluridisciplinaires, avec recours à la science politiques, l'économie de la santé, l'économie de l'environnement, les sciences de l'éducation, la démographie, etc.

D'autres évolutions du/es diplôme/s sont le prolongement de mouvements anciens. Ainsi, l'introduction de l'anglais comme langue d'enseignement prolongeait l'incitation donnée aux étudiants de lire des articles en anglais (voir plus haut), puis d'écrire leur thèse ou leur mémoire en

anglais. Les diplômés avaient toujours accueilli beaucoup d'étudiants étrangers. Mais alors que ceux-ci provenaient jadis du monde francophone, un réservoir qui s'est tari pour de multiples raisons dont le développement d'enseignements avancés dans les pays africains, leur origine est maintenant beaucoup plus diversifiée. Le recours à l'anglais comme langue d'enseignement a aussi permis d'inviter des professeurs étrangers ne parlant pas français pour donner certains cours et d'organiser un séminaire de recherche qui, avec le recours à Zoom, accueille des économistes localisés dans le monde entier.

Au cours de notre histoire nous avons essayé d'exporter nos programmes dans des universités étrangères. Actuellement, les deux années du *Master Development Economics* sont dupliquées à l'Université du Caire, en partenariat avec la section française de la Faculté de sciences économiques et politiques de cette université. Plus généralement nous offrons des programmes de Master à double sceau, où les étudiants répartissent leurs deux années de programme entre Paris 1 et une autre université, comme bien sûr celle du Caire, mais aussi la Pontificia Javeriana University (Bogota), la Hitotsubashi University (Tokyo), la Peking University (Beijing), etc.